

ORAN

Quels arguments pour éviter l'abstention ?

Depuis hier, les représentants des partis politiques et des indépendants, ont entamé la campagne électorale pour tenter de convaincre les électeurs de la nécessité de voter et d'élire leurs représentants.

Une première journée consacrée principalement à présenter leurs candidats respectifs et à énumérer quelques éléments de leurs programmes. Face à un électorat désabusé par des promesses antérieures non tenues, le spectre de l'abstention prédomine à Oran.

En ce premier jour de campagne, mis à part les panneaux d'affichage des candidats aux législatives, des panneaux qui sont d'ailleurs restés vides, rien n'indiquait qu'il y a eu lancement de campagne. Les citoyens eux-mêmes affichaient un total désintérêt aux questions relatives aux élections législatives.

C'est dire que les 37 partis et les 6 listes des indépendants, représentant un total de 43 listes, ont du pain sur la planche et devront trouver des arguments nouveaux et surtout convaincants, pour qu'au moins les plus réfractaires au vote les écoutent. Pour Noureddine Djellouli, ancien maire d'Oran et tête de liste du nouveau parti «El

Moustakbel», ce début de campagne a été l'occasion de regrouper ses membres et sympathisants au niveau de la salle de l'hôtel El Houna, où il a avancé les grandes lignes de son parti qui prône «l'écoute, la concertation et la transparence». Tout en reconnaissant l'hésitation constatée auprès des citoyens, le boycott, sa formation politique compte le contrer par des actions de sensibilisation de proximité, en visant les personnes qui n'ont jamais voté auparavant.

Le Front du changement a quant à lui choisi de se réunir au niveau de son siège pour présenter ses candidats. Pour sa part, le docteur Méliani, tête de liste indépendante «El Amana» a opté pour la placette de Tahtaha, à la Ville nouvelle, pour un regroupement en présence de tous ses candidats aux élections législatives. Le RND a également choisi en ce premier jour de campagne de réunir ses membres au niveau de la salle de cinéma Es Saâda

et présenter un à un ses candidats et énumérer les points principaux de son programme consacré à la wilaya d'Oran. Pour sa part, la tête de liste du FNA a fait savoir par le biais d'un communiqué qu'il ne comptait commencer la campagne qu'au terme des huit jours de deuil, suite au décès du président Ben Bella.

Hier, ce fut la secrétaire générale du PT qui devait inaugurer, en fin d'après-midi, la série de meetings que comptent animer les chefs de partis à Oran. M^{me} Louisa Hanoune a choisi de s'adresser à la population oranaise à partir de la commune d'Es Senia, au niveau de la salle omnisports. En attendant un lancement plus dynamique de la campagne électorale, les Oranais vaquent à leurs occupations dans l'indifférence. Gagner la confiance de l'électorat ne sera sûrement pas une mince affaire. Beaucoup misent sur les prochains jours où des chefs de partis viendront pour tenter de donner du souffle à cette campagne qui semble épuisée avant même de commencer, tant les citoyens ne se sentent pas concernés.

Amel Bentolba

ANNABA

Faible mobilisation

La campagne pour les législatives du 10 mai 2012 a timidement débuté hier dimanche à Annaba, malgré la disponibilité des moyens logistiques (plus d'un millier de panneaux d'affichage, une dizaine de stades, une vingtaine de salles et autres places publiques) réservés par les services de la Wilaya à cet effet.

1 800 rassemblements et autres meetings populaires sont prévus. Ainsi, un seul parti parmi ceux ayant reçu leur agrément récemment a organisé un cortège de véhicules sur lesquels étaient placardés la liste avec les photos des candidats qui ont sillonné la ville et sa périphérie durant toute la matinée.

Sur le mythique cours de la Révolution, cœur de l'antique Bouna, les trois quarts des panneaux d'affichage réservés aux 44 listes entre partis (39) et indépendants (5) sont restés désespérément vides et ce, jusqu'en milieu d'après-midi.

Dans ces 44 listes en lice à Annaba, qui dispose de huit sièges à pourvoir au palais Zighoud-Youcef, on trouve évidemment les partis traditionnels dont, outre le FLN, le plus ancien parti d'opposition, le FFS, mais également la coalition des trois partis islamistes, MSP, Nahda et Islah, sous le label «El Djazaïr El Khadra» (Algérie verte), avec, cependant, un certain refus de cautionnement

d'une bonne partie de nahaouis de cette liste.

Il y a également dans les 44 listes qui prennent part à ces joutes électorales, les partis plus ou moins anciens ayant eu leur agrément à l'ouverture du champ politique en 1989 et, bien entendu, d'autres issus des 21 nouveaux partis agréés tout récemment.

Pour les cinq listes d'indépendants, ils viennent de divers horizons et secteurs, dont l'administration et le privé.

Dans cette optique, il y a lieu de mentionner que les redresseurs du FLN, menés par Salah Goudjil, ayant envisagé de se présenter à Annaba sous une liste indépendante, ne figurent pas dans les cinq présentes pour ces joutes électorales.

Pour le FFS, qui prend part à ces législatives après un long boycott, le choix de tête de liste s'est porté sur un transfuge du Parti des travailleurs (PT) ayant occupé le poste de responsable du bureau de wilaya, avant de démissionner de cette charge début 2011,

puis carrément du PT en février dernier. La liste du FLN a fait l'objet de vives critiques de la base.

Des universitaires, des cadres d'entreprises économiques, militants du parti de père en fils et pour certains, issus de familles ayant donné à la lutte de Libération nationale plusieurs de leurs membres, ont été écartés, sans motif valable, estiment-on au sein des militants du FLN à Annaba.

Des observateurs avertis de la chose politique dans cette wilaya de l'extrême nord-est du pays prédisent une «débâcle» aux prochaines législatives de l'ex-parti unique.

Dans cette wilaya, ils sont quelque 428 677 électeurs inscrits dont 13 168 nouveaux, après recours, selon la Direction de la réglementation et de l'administration générale (Drag).

Sur instruction du chef de l'exécutif de la wilaya de Annaba, Mohamed Ghazi, les services de cette direction sont tenus au respect strict de leurs prérogatives se résumant à la préparation des conditions logistiques, techniques et matérielles pour la réussite de cette consultation électorale.

A. Bouacha

FLAMBÉE DES PRIX La Fédération des retraités attend la revalorisation annuelle

La Fédération nationale des travailleurs retraités (FNTR-UGTA) attend la revalorisation annuelle, dans le contexte de flambée des prix des produits alimentaires et maraîchers et des viandes.

Dans une déclaration, le secrétariat fédéral de la FNTR invite le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale à «procéder, dans les délais impartis, à la revalorisation des allocations et pensions de retraite pour l'année 2012, au taux minimum de 15%, tout en augmentant la majoration pour conjoint à charge de 1 731 dinars à 3 000 dinars, au moins».

De même, cette fédération demande aux pouvoirs publics de «prendre les mesures adéquates» pour endiguer la spéculation qui frappe le marché national. La FNTR déplore le «peu d'intérêt accordé par les pouvoirs publics à l'endroit des retraités qui s'attendaient au versement de la revalorisation annuelle pour ce mois de mai, afin de récupérer le manque à gagner, causé par cette importante inflation».

C. B.

HOCINE ZEHOUEANE, PRÉSIDENT DE LA LADDH : «L'Algérie a besoin d'une refondation et non pas de réformes»

Pour Hocine Zehouane, les régimes totalitaires arabes et africains ont tétanisé leurs sociétés, à tel point qu'aujourd'hui elles sont incapables de reconstruire des institutions solides et des anti-corps pour faire face à la manipulation et l'influence de puissances étrangères.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le président de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme, Hocine Zehouane, qui s'exprimait hier, à l'occasion d'une conférence de presse, a l'ultime conviction que «les régimes arabes et africains s'écroulent tour à tour et sont appelés à disparaître».

Un constat qui, à ses yeux, pose une grande problématique : «Après des années de blocage, quels changements et quelles politiques ?» Nul ne peut, pense-t-il, prévoir où tout cela va déboucher. Cette réalité, explique-t-il, s'inscrit dans un ordre planétaire régi par des rapports de force de puissances qui tendent à établir une nouvelle carte mondiale.

Ces rapports de force, précise-t-il, sont élaborés pas des guerres armées, économiques ou souterraines. «L'Afrique et le monde arabe sont le ventre mou de forces de recolonisation et de reconquête d'espaces de richesses, parce que des régimes despotiques tombent après des décennies de blocage de sociétés aujourd'hui inca-

pables de se reconstruire elles-mêmes», a-t-il souligné. Sur ce chapitre, Zehouane cite l'exemple de l'Irak : «Ce n'est pas les 10 000 soldats américains dépêchés par l'armée des Etats-Unis qui ont fait tomber l'Irak, mais le régime baâthiste de Saddam Hussein qui a depuis toujours tétanisé sa société. Les labos américains n'ont fait que saisir l'occasion d'un malaise profond et général dans le pays.»

Le cas algérien

Dans ce nouvel échiquier mondial, Zehouane situe l'Algérie. Quelles échéances et quelles perspectives ? Pour lui, l'Algérie a connue des tests pour des scénarios qui se rapprochent des révolutions libyenne ou tunisienne. «Nous avons eu affaire à la CNCD qui prônait un changement. Comment et par quel moyen ? Je dirais qu'il s'agissait d'un changement dicté par des relais extérieurs. La preuve, les caméras de chaînes de télévisions étrangères étaient présentes en force, attendant le moindre dérapage pour l'explo-



Hocine Zehouane.

ter à fond.» Mais pour Zehouane, «l'Algérie est quand même un gros morceau. Ce n'est pas ce genre de scénario qui s'applique sur elle».

Abordant les grands défis de l'Algérie, Zehouane évoque le cinquantenaire de l'indépendance : «Nous sommes à 80 jours du cinquantenaire et l'élite doit comprendre que l'Algérie a besoin d'une refondation capitale sur le volet constitutionnel, le recentrage économique et la standardisation sociale. Nous sommes face à une situation historique qui nécessite une refondation et non

pas des réformes. Nous avons besoin de reconstruire un standard social minimum pour permettre à chaque citoyen de s'inscrire dans la reconstruction du pays.»

Sur ce point, Zehouane semble ne pas être tout à fait rassuré : «J'ai un sentiment de crainte que notre génération s'en va et ne laisse pas aux générations futures des institutions solides et cela relève du rôle d'un projet de Constitution cadre.» Pour lui, «la Constitution est un enjeu majeur, voire un texte sacré, pour le confier à une majorité parlementaire inexpérimentée et inculte». Zehouane pense, à ce propos, qu'une telle procédure relève de l'aventurisme.

Enfin et abordant les prochaines législatives, le président de la LADDH révèle son sentiment : «Nous avons profané l'idéal politique à l'avance. Nous avons vu des têtes de liste soumises au plus offrant. Le peuple n'y croit pas et j'appréhende une forte abstention.

Ce sera un grand message et ceux qui détiennent la hauteur doivent retenir la leçon. Je leur dis, attention il ne faut pas aborder l'avenir de l'Algérie avec des réformes de saupoudrage».

M. M.